

Qui aurait pu penser ?

BIENTÔT une proposition de loi encadrant l'accès aux réseaux sociaux pour les jeunes ? Macron s'en félicite et félicite la députée de la Marne Laure Miller, à l'origine de cette initiative. Beaucoup ne l'ont pas attendu pour agir. Samedi 24 janvier se sont tenues à La Bellevilloise, à Paris, les 4^e Assises de l'attention. Près de 200 personnes. Professeurs, médecins, élus, chercheurs, pédiatres, psychologues... tous ont réfléchi en profondeur aux écrans, créé des collectifs, mis au point des boîtes à outils. Ils savent, entre autres, que :

– « en 2017, les enfants découvriraient le porno sur écran à l'âge de 14 ans en moyenne. En 2022, on était passé à 10 ans » ;

– « en France, seuls 15 % des parents respectent la consigne "pas d'écran avant 3 ans" » ;

– « l'algorithme veut que tu restes en ligne le plus longtemps possible. Son seul but : vendre des contenus publi-

citaires, qui constituent 90 % des ressources ».

Les 11 associations – toutes, c'est à noter, indépendantes de l'industrie numérique (ni financement ni partenariat) – qui forment le Collectif Attention, organisateur de ces rencontres, diagnostiquent un point de bascule. « *Le temps de la sidération est derrière nous*, dit Florent Souillot (1), cofondateur de Lève les yeux. Celui de la lucidité est venu. Partout dans le monde, les gens s'engagent dans le mouvement technocritique. »

C'est souvent une expérience personnelle qui a tout déclenché. Ainsi la pédiatre Sylvie Dieu Osika : « A Rosny-sous-Bois, j'avais mis en place une consultation sur le numérique pour les moins de 11 ans : je me suis retrouvée débordée. Avec même des enfants de



JERA
MAKINA

2 à 3 ans ! » Et de cofonder le CoSE, le Collectif Surexposition Ecrans, qui réunit des praticiens de la santé. Ou cette prof des écoles de Rochefort-en-Yvelines : « *Pierre Bédier, le patron du département, a voulu imposer partout des tablettes dès le CM1.* »

Et de cofonder Présent simple, qui bataille pour un « droit à une scolarité libre de numérique ».

Ces collectifs disent l'importance de « briser l'omerta » sur ce sujet à l'école. Forment des professeurs, inventent des méthodes de sensibilisation pour parents et enfants, font souscrire à des « chartes de déconnexion » (tous les collègues du XIV^e arrondissement parisien l'ont fait), militent pour un Off February mondial (on arrête tous les écrans pendant vingt-huit jours), etc.

Les municipales approchent ? Ils demandent aux candidats de s'engager sur quatre points très précisément détaillés, comme « *proposer un service public humain en donnant le choix aux administrés d'effectuer leurs démarches communales sans numérique* ».

Aude Denizot, professeure en CE2-CM1 et conseillère générale du Loiret, qui a rejoint le collectif ENR, Education Numérique Raisonnable, insiste sur l'urgence : nos enfants « *sont en train de perdre ce qu'on appelle les "fonctions exécutives" : la mémorisation à court terme, la plasticité cognitive (savoir changer de stratégie), le contrôle inhibiteur (se retenir de dire ou faire tout ce qui nous vient à l'esprit), etc.* ».

Son « contrôle inhibiteur », ça fait un bout de temps que not' président l'a perdu...

Jean-Luc Porquet

(1) Coauteur, avec Yves Marry, de « La Guerre de l'attention – Comment ne pas la perdre », L'Echappée, 256 p., 18 €